

MARSEILLE : Renaud MUSELIER à la 2^{ème} Convention annuelle des Maires de la région Sud

MARSEILLE : Renaud MUSELIER, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a présidé aujourd'hui la deuxième Convention Annuelle des Maires de la région Sud, en présence de Dominique BUSSEAU, Président de l'Assemblée des Départements de France, et de nombreux Maires, Présidents d'intercommunalités et Présidents de Départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur.



Au total, ce sont près de 1200 personnes qui ont participé à ce grand rendez-vous annuel au cours duquel la Région a présenté l'ensemble de ses dispositifs dédiés aux collectivités de la région.

Discours de Renaud MUSELIER

Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
2ème Convention annuelle des Maires de la région Sud
Marseille
Jeudi 28 février 2019
Discours d'ouverture

Merci pour votre présence si nombreuse ici à Marseille notre capitale régionale.

Il y a un an, en lançant la 1ère Convention annuelle des Maires de la Région j'ai voulu développer encore davantage les liens tissés depuis le début de notre mandat régional entre nous.

Je connais l'exigence et les contraintes des élus municipaux. Je connais vos difficultés. Je connais vos ennuis. Vos angoisses. Je les partage.

Mais je connais aussi le bonheur que procure de s'occuper de sa commune, de son quartier, de son village.

Le sentiment d'extrême utilité que l'on a quand on voit son cadre de vie évoluer, se moderniser, se développer.

Le sentiment d'immense satisfaction que l'on ressent quand les gens sont heureux de vivre là où ils sont parce qu'on a su prendre d'utiles décisions.

Au fond, c'est pour cela que les Françaises et les Français sont attachés non seulement à leur commune mais aussi à leur Maire.

Il existe un lien très particulier entre les habitants d'une commune et leurs élus municipaux.

Comme aucun autre mandat ne le confère. Les Français le disent eux-mêmes puisque 67% d'entre eux aiment leur Maire selon un sondage récent.

Cette relation particulière elle provient de notre réseau des 36 000 communes de France.

Nos communes ont forgé une partie de notre identité française. Et s'il y a un art de vivre à la française, c'est aussi grâce à ces 36 000 communes de France.

Que l'on soit Maire de Toulon mon cher Hubert Falco, Maire d'Aix-en-Provence ma chère Maryse, les enjeux sont les mêmes.

On a tous des écoles, un stade de foot, des services municipaux à gérer. On a tous des routes à entretenir !

Et il faut ne jamais avoir mis un pied dans une Mairie pour penser qu'administrer un village est aisé.

La République doit beaucoup aux 350 000 élus locaux qui administrent nos Mairies et lui permettent de fonctionner, d'être ce système robuste qui a traversé toutes les crises et qui incarne l'identité française et notre qualité de vie à travers le monde.

Et en partant de ce principe: toutes les communes doivent être considérées et accompagnées.

Avec Christian Estrosi et l'ensemble des élus de ma majorité nous avons voulu rétablir l'équité territoriale dès le début de notre mandat.

Je ne suis pas le Président d'une fraction des habitants de ce territoire.

Je suis le Président des 5 millions de Provençaux, Alpains et Azuréens et j'entends que chacune et chacun d'entre eux soit considéré à égalité.

Ils sont habitants de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et nous avons la charge de leur offrir le meilleur avenir qui soit.

Alors pour rétablir l'équité territoriale, nous avons mis du sens et de la clarté dans le rôle de notre institution régionale.

La Région n'est ni la tutelle ni la béquille des communes.

J'ai voulu faire de la Région l'indéfectible partenaire des communes et de leurs Maires.

Et votre présence si nombreuse aujourd'hui, puisque vous êtes plus de 1 000, en atteste.

C'est la totalité des territoires de la Région qui est aujourd'hui représentée. Nos 961 communes, nos 6 Départements, nos 3 grandes Métropoles, nos 50 EPCI...

Pour clarifier notre rôle, nous avons également remis de l'ordre dans une maison qui avait fini par disparaître du paysage politique.

La Région était devenue un distributeur automatique de billets et plus personne ne savait à quoi elle servait car qui fait

tout fait rien.

C'était devenue une véritable pétaudière !

Nous avons donc remis de l'ordre dans cette institution.

Nous lui avons donné un cap clairement identifié et une vision d'avenir.

Nous avons réveillé, modernisé et profondément réformé notre institution.

Avec 3 objectifs: clarté, lisibilité et visibilité.

Pour ce faire, avec les élus de notre majorité mon cher Pierre-Paul Léonelli nous avons donc fait le choix, difficile mais fondamental, de recentrer notre institution sur ses compétences confiées par la loi NOTRe.

Finie la Région tiroir-caisse des autres collectivités et des associations!

Nous vous avons aussi donné une feuille de route: les projets financés doivent permettre d'avoir des résultats sur 3 ans et une vision sur 20 ans.

Les outils de financement des communes ont eux aussi été revus et modernisés.

Désormais 2 outils nous permettent de vous accompagner dans les projets qui sont les vôtres:

1) Le Fonds Régional d'Aménagement du Territoire.

Doté de 30 millions d'euros par an, il est un véritable fonds d'investissement au service des communes.

Chaque commune peut déposer un dossier par an pour 200 000 euros de financement Région et les communes de - de 1250 habitants ont droit à un second projet financé à hauteur de 12 000 euros.

Grâce à ces deux outils, nous avons ainsi pu accompagner toutes les communes de notre territoire.

2) Les Contrats Régionaux d'Equilibre Territoriaux.

Ils nous permettent eux d'accompagner les territoires en finançant des projets portés par les intercommunalités.

Ils sont en quelques sorte des mini CPER. Nous signons avec les intercommunalités sur 3 ans.

Ils couvrent désormais l'ensemble du territoire régional et nous y consacrons plus de 400 millions d'euros.

Grâce à ces deux outils, nous avons accompagné de nombreuses communes de notre territoire.

En 2018, nous avons ainsi investi :

- 20 millions d'euros pour les communes des Alpes-de-Haute-Provence ma chère Eliane BAREILLE.
- 20 millions d'euros pour les communes des Hautes-Alpes ma chère Chantal EYMEOD.

J'ajoute pour nos amis alpins qu'en plus de ces investissements nous avons lancé un plan « Smart Mountains Stations de demain » auquel nous consacrons 100 millions d'euros (50 millions d'euros pour les vallées et 50 millions d'euros pour les stations).

- 43 millions d'euros pour les communes de Vaucluse mon cher Julien AUBERT,
- 100 millions d'euros pour les communes du Var mon cher Philippe VITEL,
- 110 millions d'euros pour les communes des Alpes-Maritimes mon cher Philippe TABAROT,
- 140 millions d'euros pour les communes des Bouches-du-Rhône.

Au-delà des montants financiers, c'est à un véritable projet politique auquel nous vous proposons d'adhérer.

Ce projet, c'est celui de la COP d'Avance.

Ministre de Jacques CHIRAC au moment de son cri d'alarme à la tribune de l'ONU, j'ai pris conscience de la nécessité d'un développement et d'une croissance plus durables. Plus soutenables.

Sans hypothéquer l'avenir de nos enfants.

C'est la raison pour laquelle, en décembre 2017 nous avons adopté notre Plan Climat régional.

Articulé autour de 5 axes majeurs (éco-mobilité, neutralité carbone, croissance verte, protection de la biodiversité et bien-être) il se décline en 100 mesures concrètes comme l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toits des lycées, l'installation d'une station de recharge pour les

véhicules électriques tous les 100km ou encore l'électrification des navires à quai pour limiter les fumées polluantes.

Grâce à notre Plan Climat régional nous pouvons valoriser notre territoire fantastique.

Avec ses 1 000 km de côtes, ses 50 % d'espaces boisés, ses 25 % de Parcs naturels et ses 300 jours de soleil par an, il rayonne par-delà notre pays.

Nous sommes ainsi la 1ère Région de France à avoir signé, avec l'accord du Ministre des affaires étrangères, un accord de coopération avec un pays étranger : le Costa Rica.

Ce projet politique, il nous permet également d'agir en faveur du pouvoir d'achat des habitants de la Région.

Depuis le 1er janvier dernier, nous avons mis en place un fonds de 2,5 millions d'euros afin de prendre en charge 50 % du coût de la conversion des véhicules essence au bioéthanol.

Un carburant 70 % moins polluant et 45 % moins cher.

Preuve, s'il en fallait encore une que le développement durable et le pouvoir d'achat n'ont rien de contradictoire!

C'est sur la base de ce fil conducteur, grâce aux deux outils dont je vous ai parlé que nous vous accompagnons quotidiennement.

Comme vous dans vos Mairies ou Conseils départementaux, nous devons porter une politique cohérente et positive pour l'avenir de nos territoires.

Comme vous, nous avons des choix financiers à faire. Ils sont parfois douloureux à faire, nous en avons tous conscience.

Ils se font désormais sur la base d'un projet politique clairement affiché et objectif.

Proposez-nous des projets bénéfiques aux territoires et respectant la ligne rouge que nous avons fixée et nous vous aiderons.

Notre porte sera toujours ouverte pour celles et ceux d'entre vous qui veulent moderniser leur territoire, le rendre plus attractif et plus dynamique.

Et si, ce qui peut toujours arriver, vos projets ne pouvaient pas être financés par la Région, alors nous vous aiderons à

les financer grâce aux fonds européens.

Nous nous sommes organisés pour être la Région de France qui capte le plus de fonds européens.

Ils représentent aujourd'hui une enveloppe financière colossale !

Au début de notre mandat avec Christian Estrosi, je nous avais fixé l'objectif de 2 milliards d'euros de fonds européens à horizon 2021.

Nous avons largement dépassé cet objectif déjà ambitieux puisque à la mi-mandat nous sommes à 3,2 milliards d'euros de fonds européens qui ont bénéficié à notre territoire.

Ce sont autant de projets concrets qui voient donc le jour sur l'ensemble de la Région grâce à l'Union européenne et notre mobilisation historique.



Discours de Renaud MUSELIER

Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

2ème Convention annuelle des Maires de la région Sud

Marseille

Judi 28 février 2019

Discours de clôture

L'an passé à la même époque, nous tenions notre première

Convention régionale des Maires autour de François BAROIN, le Président des Maires de France.

Pour cette 2ème édition, j'ai le plaisir d'accueillir mon ami Dominique BUSSEureau, le Président des Départements de France.

Cette manifestation est dans une large mesure la conséquence de la démarche initiée en septembre dernier autour du Président du Sénat Gérard LARCHER, du Président des Maires de France BAROIN, de toi mon cher Dominique BUSSEureau et du Président des Régions de France Hervé MORIN.

Cette démarche, c'est « Territoires Unis » lancée ici même à Marseille en marge du Congrès des Régions de France que nous avons eu le plaisir d'accueillir il y a quelques mois.

Reconnaissons qu'à notre manière, nous avons été précurseurs.

A l'époque, la mode venue d'en haut et complaisamment relayée par beaucoup de médias, consistait à fustiger les corps intermédiaires et à s'en prendre sans vergogne aux élus locaux.

Rappelez-vous !

Les Maires, les Conseillers départementaux, les élus régionaux étaient dépeints comme des empêcheurs d'avancer et des freins à la modernité.

Une sorte de caste de réactionnaires invétérés, rétifs à toute réforme et combattant tout changement.

Préoccupés par la seule préservation de leur pré-carré.

Nous étions tout à coup devenus les parias du nouveau monde !

Déjà à l'époque, nous nous étions insurgés contre cette caricature.

Nous avons émis le pronostic selon lequel prétendre gouverner le pays sans tenir compte des représentations territoriales ne pouvait conduire qu'à l'asphyxie politique et ajouter au désarroi national.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'actualité ne nous a pas donné tort.

Loin de moi l'idée de jouer les Cassandres ou de m'en gargariser mais nous avons raison d'affirmer que dans un pays comme la France, rien ne bouge, rien ne peut changer, rien ne peut s'améliorer sans dialogue ni prise en compte des

préoccupations du terrain.

Or, ce qui vient du terrain, nous le connaissons mieux que quiconque !

Non pas parce que nous serions plus malins ou plus intelligents mais parce que c'est notre job de tous les jours. Nous sommes tous, ici dans cette salle, à portée d'engueulade. Parce qu'un Maire, ça habite sa ville dans tous les sens du terme.

Parce qu'un élu départemental, ça connaît chaque commune, chaque route de son canton.

Parce qu'un élu régional, c'est d'abord l'élu d'un terroir dont il connaît les problèmes, les potentialités et les enjeux.

Président de cette Région, je passe une bonne partie de ma vie sur les routes de notre belle région Sud et une part non négligeable de mon activité consiste à dialoguer avec chacune et chacun d'entre vous.

En parcourant du regard cette salle, j'y vois naturellement beaucoup de visages amis, le souvenir de combats partagés, mais surtout la réminiscence de débats souvent passionnés, sur les besoins de tel ou tel territoire.

Ma mission, je la conçois, vous me permettrez d'utiliser une expression désormais rentrer dans le vocabulaire politique, comme un « En même temps ».

Avec mon équipe et avec tous les élus de notre majorité présidée par Pierre-Paul LEONELLI, je suis porteur de l'exigence, de l'écoute, du respect, de l'attention que vous demandez, parfois exigez, et le plus souvent revendiquez.

Ce dialogue irrigue nos décisions.

Sans cela, nous lancerions des projets désincarnés, avec le risque du hors sol.

Mais il y a un « En même temps ».

Je suis également porteur d'une politique. La politique, c'est écouter mais c'est aussi et avant tout décider.

La démocratie, c'est émettre des options et après le débat de procéder à leur mise en oeuvre

C'est en quelques sortes ma méthode : autorité, écoute,

proximité.

Un Président de Région qui dirait amen à tout ne serait qu'un Président poltron.

Une Région qui dirait oui à tout le monde et à chacun ne serait qu'un tiroir-caisse, sans vision ni perspective.

Comme vous dans vos communes, je suis le garant de chaque décision prise pour assurer la cohérence et le respect du projet sur lequel nous avons été élus en décembre 2015 avec Christian ESTROSI et l'ensemble de nos colistiers.

Comme toi mon cher Dominique, je ne rejoindrai pas ceux pour qui le terme de mandat est ringard et dépassé.

Oui, l'élection nous donne mandat. L'élection sur un projet nous oblige.

Je ne méconnais aucunement la nécessité d'améliorer les processus de démocratie directe.

D'ailleurs qui pourrait être contre ?

Comment ne pas voir à l'heure du numérique, des réseaux sociaux, du zapping informatif, qu'on ne peut plus et il ne faut plus gouverner comme avant ?

De cette réalité, il faut faire une exigence nouvelle.

C'est la raison pour laquelle nous allons lancer « Sudopolis ».

En Grèce antique, la polis est une cité état. Une communauté de citoyens libres et autonomes. Il s'agit là de différents outils permettant de donner la parole aux citoyens.

Une plateforme participative sur notre site internet permettra dans un premier temps aux 5 millions de Provençaux, Alpains et Azuréens de s'exprimer sur les politiques mises en place en amont et en aval.

Nous les consulterons régulièrement par le biais de mails, de sms ou via une application dédiée sur des problématiques bien spécifiques. Nous pourrons le faire à l'échelle régionale ou à un niveau plus local.

Pour exemple, nous pourrons ainsi interroger les usagers de la ligne TER Aix-Marseille sur la qualité de service ou les horaires de trains. L'idée est de rapprocher l'institution du citoyen.

Nos compatriotes ont besoin d'être consultés plus régulièrement sur les grands sujets d'avenir pour la France. Tout comme au niveau local il y a un fort besoin d'expression. C'est pourquoi je veux leur permettre de nous faire des propositions concrètes pour le devenir de notre territoire. Mais rien, vous m'entendez, absolument rien, ne doit venir altérer le principe fondamental de la démocratie représentative.

Elle doit être forte et puissante !

Un pays, une Région, un Département, une Commune, ça ne sera jamais dirigé par je ne sais quel soviet autoproclamé, par un groupe de pression quelconque, par des coordinations incertaines ou par des collectifs affirmant être à eux seuls le peuple et par définition détenteurs de la vérité.

Le Peuple, notre peuple, dans sa diversité, a conquis de haute lutte le droit d'être représenté.

Le droit de choisir ses élus régionaux, départementaux, municipaux. De choisir son Parlement et son Gouvernement.

En abolissant les privilèges, la Révolution française en a créé un autre, fonder sur le plus noble des principes : un homme, une voix.

Je le dis devant vous, quiconque voudra, quelles que soient les intentions proclamées, remettre en cause cet acquis fondamental nous trouvera en travers de son chemin.

Disons-le franchement, la remise en cause des corps intermédiaires et d'une certaine manière l'offensive contre le rôle des élus est venue d'en haut.

Du pouvoir central.

Le Président de la République et les Ministres nous ont traités sinon comme des ennemis, comme des obstacles.

A l'occasion de plusieurs conversations, je me suis fait votre porte-parole auprès du Président MACRON pour lui dire sans détour qu'il faisait fausse route.

Emmanuel MACRON est Président de LA République, pas de SA République !

Les Ministres ne sont pas ses Ministres mais les Ministres du pays.

Comment pourraient-ils les uns et les autres, prendre la juste décision, surtout quand certains d'entre eux manquent cruellement d'expérience, sans en référer aux élus qui font vivre la République au quotidien ?

La crise, dont nous venons de vivre une phase particulièrement aigue et qui n'est pas achevée, est pour une part la conséquence de ce mode de gouvernance.

Qui peut croire qu'au terme d'un débat fécond avec les élus, on aurait décidé les règles absurdes qui concernent :

- la baisse drastique des dotations aux collectivités territoriales alors qu'elles représentent 70% de l'investissement public,
- l'application aveugle de la loi SRU alors que pour certaines communes il n'y a plus de foncier disponible,
- ou encore l'application sans nuance depuis Paris des 80 km/h ?

Il ne s'agit pas là d'une querelle de statut.

Ce n'est pas une question d'égo.

C'est une question d'intérêt national.

Négliger la voix des élus, c'est dans une large mesure négliger la voix du peuple !

C'est laisser à des élites autoproclamées le soin de gouverner seul et sans contrepouvoir.

Déjà à Rome, le Sénat l'avait compris et avait instauré les tribuns de la plèbe.

Que sommes-nous d'autres ? Si ce n'est les porteurs de la voix de nos concitoyens, de tous nos concitoyens et en premier lieu de ceux qui sont sans voix.

Je ne verserai jamais dans l'hallali anti-élite.

Je laisse cela à la propagande extrémiste de bas étage.

Mais chacun perçoit cette évidence : un pouvoir qui néglige les élus de terrain est un pouvoir asséché, un pouvoir asphyxié, un pouvoir sans relais, un pouvoir à terme sans le moindre pouvoir !

Je veux vous faire part d'une conviction, en m'excusant de la répéter pour ceux qui l'ont déjà entendue, mais j'y tiens.

On peut avoir raison seul. Mais même quand on a raison, on a

toujours tort de gouverner seul !

Il faut donc faire ensemble. Il y a maintenant près de 40 ans, c'est un Marseillais, illustre, qui a porté la lère loi de décentralisation.

Il était socialiste, nous avons des divergences, mais j'ai un infini respect pour l'oeuvre accomplie.

Ce fut un grand Maire. Il a contribué à faire de Marseille la grande ville qu'elle est devenue et qu'elle entend demeurer.

Mais il est trop tôt pour parler municipales.

Ces lois, successives, de décentralisation ont globalement fait consensus.

Elles ont été approuvées, détendues et mises en oeuvre par des hommes et des femmes venant de la droite, du centre ou de la gauche.

Elles ont été salvatrices dans notre pays où la tentation jacobine est toujours forte et le bonapartisme jamais très loin.

Il faut aujourd'hui, c'est ma conviction, faire vivre sans entrave la décentralisation et en écrire une nouvelle page.

On ne réussira pas les réformes dont la France a besoin pour continuer à rayonner dans le monde avec un projet jacobin.

Aujourd'hui, quel qu'est été son apport, la gouvernance jacobine éloigne la décision des citoyens et les fait désespérer de la politique.

J'ai noté avec intérêt que devant les élus de Grand Est répondant à son invitation à l'Élysée, le Président s'est déclaré favorable à une nouvelle déconcentration des pouvoirs de l'État.

Peu importe les mots, allons-y !

Notre philosophie est claire : nous ne sommes ni irresponsables ni vindicatifs.

Nous acceptons les contrôles.

Nous comprenons la tutelle sur le régalién.

Nous partageons la volonté de cohérence de nos politiques avec la logique d'un projet national.

En clair nous ne cherchons pas l'indépendance nous réclamons de la liberté.

Et cette liberté suppose le respect.

Le respect des territoires et de leurs élus.

Il faut donc desserrer l'étouffement que l'Etat fait peser sur les collectivités. Et quand je dis desserrer, c'est une litote ! Quand on parle du carcan de la puissance étatique sur les collectivités territoriales, une bonne dose de TNT serait bien adaptée.

Oui, il faut faire exploser la politique de la camisole de force et du garrot !

L'Etat, s'il est indispensable, ne peut pas tout.

Il faut libérer l'initiative dans notre pays. Il faut faire de l'expérimentation un principe fondateur de notre République.

Les initiatives partent des territoires. Nous en avons fait la démonstration en Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Prenons la question du tri sélectif. Ce n'est pas le Président de la République ou son Ministre qui vont convaincre Madame MARTIN de la commune de Gars mon cher Marino CASSEZ de trier c'est déchets ! C'est son Maire. Et ça n'aura de l'impact que si c'est une politique portée par son Président de Région. Nous avons construit notre plan climat dans cet état d'esprit. Nous y consacrons 450 millions d'euros en 2019 (25 % de notre budget d'intervention). Il nous permet d'avoir une COP d'avance quand l'Etat peine à ne pas avoir une COP de retard ! Il en est de même pour les questions de sécurité. L'Etat doit conserver cette prérogative c'est une exigence absolue. Mais est-ce pour autant une raison pour refuser toute aide, toute innovation provenant des territoires ?

Il faut permettre aux élus locaux et notamment les Maires d'avoir un temps d'avance sur ces questions.

C'est le cas de mon ami le Maire de Nice.

Quand Christian ESTROSI expérimente la reconnaissance faciale pendant le Carnaval, c'est une chance pour notre pays. Ça renforce notre sécurité. Et cette expérimentation, l'Etat ne peut pas la mener à sa place.

Enfin, quand nous conventionnons avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ma chère Martine, pour offrir aux allocataires du RSA la possibilité de bénéficier plus

rapidement d'une formation professionnalisante leur permettant de retrouver le chemin de l'emploi, là encore l'Etat ne peut pas le faire à notre place.

Je vous le disais tout à l'heure, la Région n'est pas votre tutelle mais votre partenaire.

Nous ne sommes pas là pour dominer mais pour accompagner.

Nous sommes en droit d'exiger la même chose de la part de l'Etat.

Il ne doit pas voir en nous une menace mais un partenaire.

Ensemble, nous pouvons faire gagner la France.